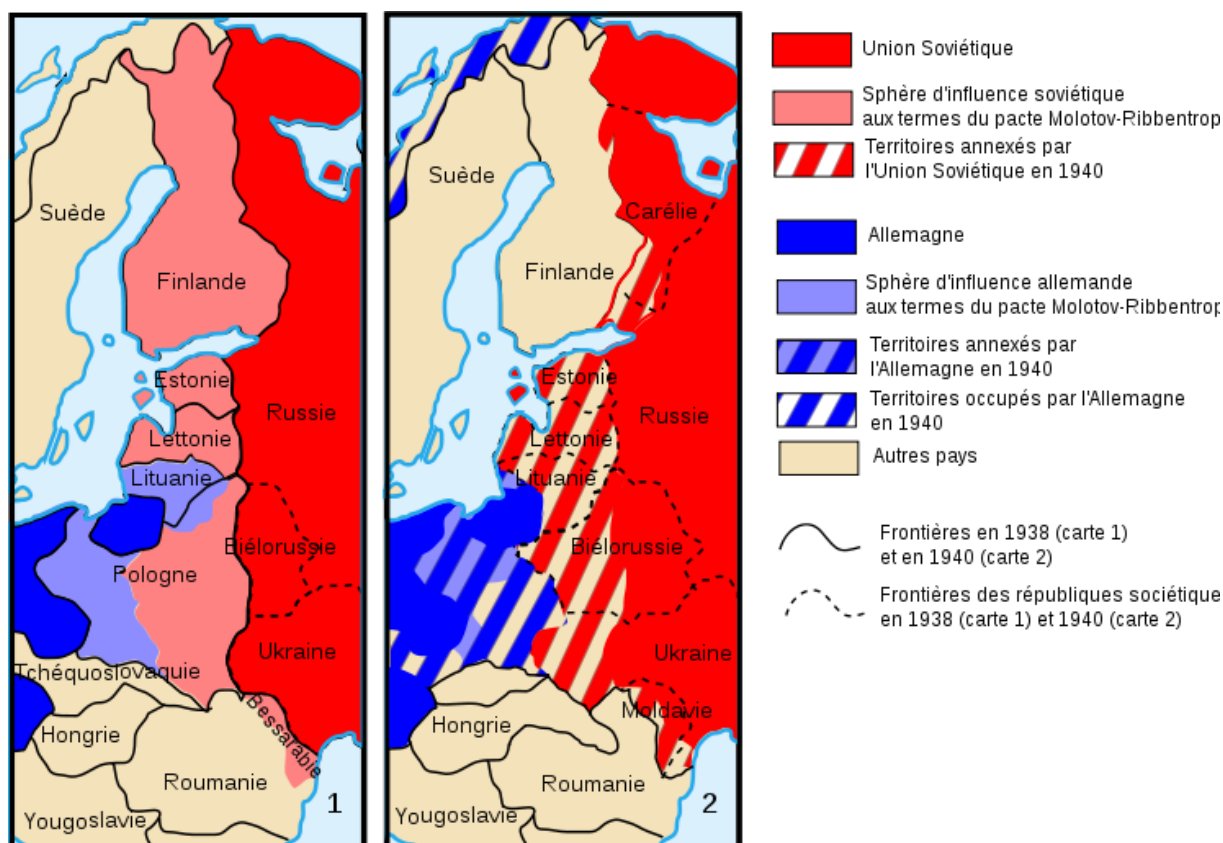


LE PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE

23 août 1939



En plus de l'accord de non-agression, ce pacte comprenait la répartition des territoires séparant l'Allemagne et l'URSS.

Par Francis AGOSTINI

Président départemental de l'Union Fédérale des Bouches-du-Rhône

Président du Comité de Coordination des associations d'Anciens Combattants et Victimes de Guerre de Marseille et des Bouches-du-Rhône.

Avant toute chose, il y a lieu de bien cerner la situation en Europe depuis l'arrivée au pouvoir du Chancelier Adolf HITLER en Allemagne et l'instauration du régime Nazi.

En effet la menace grandissante que représente cette Allemagne nazie, qui viole à maintes reprises les clauses du traité de Versailles en rétablissant le service militaire et a développé d'une manière massive son potentiel militaire, notamment en blindés et sa marine de guerre, inquiète à la fois la France et la Grande Bretagne, non seulement préoccupées par le réarmement allemand, mais également par les vues expansionnistes du régime nazi. La Russie soviétique, un peu laissée pour compte, après l'affaire de Munich, elle aussi, va tenter d'engager des négociations d'une part avec la Finlande de manière à pouvoir contenir une poussée éventuelle allemande en améliorant une défense commune, mais ces négociations n'aboutissent pas....

Le 30 septembre 1938, la France et l'Angleterre signent les accords de Munich permettant ainsi le démantèlement de la Tchécoslovaquie, et l'URSS qui a toujours vocation à défendre le monde slave envisage même d'envoyer des troupes pour aider ce pays, mais la Pologne n'accorde pas le droit de passage aux troupes soviétiques, les polonais craignant à jutes titre que les Russes ne s'incrustent sur leur territoire et tentent de récupérer les zones annexées aux dépens de l'URSS lors du traité de paix de Riga.

L'URSS est quant à elle inquiète, se rendant compte que l'Allemagne nazie est à la recherche de son espace vital et qu'elle a des visées territoriales vers l'Est ; l'union soviétique va donc tenter de se trouver des alliés après les accords de Munich de 1938, voyant que les démocraties occidentales se comportent d'une manière indifférente à son égard et la tenant à l'écart ; de même elle constate la faiblesse montrée vis-à-vis de l'Allemagne par les occidentaux..

Cela va inciter le Kremlin à revoir son jeu d'alliance ; pourtant dès le printemps 1939, la France et la Grande Bretagne commencent à faire des efforts pour obtenir l'alliance avec les soviétiques, mais les négociations traînent en longueur depuis le 15 mai 1939, les anglais demandant des garanties aux russes pour la Pologne et la Roumanie.... Les soviétiques proposent une convention militaire, qui dans tous les cas de guerre, obligerait automatiquement les Britanniques à soutenir l'URSS, cette dernière ayant comme but non avoué, mais réel de récupérer les Etats baltes, anciennes provinces russes « émancipées » par le traité de Versailles, les anglais refusant par principe.

D'autre part les renseignements parvenus aux soviétiques faisaient état qu'en cas d'intervention britannique, la Grande Bretagne ne mettrait en lice sur le continent que cinq divisions et que d'après les experts, les tchèques ne tiendraient que quinze jours face à la Wehrmacht.

Le 11 août 1939, la mission anglo-française composée de l'amiral PLUNKETT et du général DOUMENC, débarque à Moscou pour terminer les négociations en cours et conclure par un accord en bon et due forme : en fait la mission fut « lanternée » et les atermoiements permirent aux russes d'obtenir davantage des nazis avec lesquels ils étaient déjà secrètement en contact... La Pologne d'autre part refusant absolument de laisser passer les troupes russes sur son territoire.

L'URSS menait en fait deux négociations, l'une avec la France et l'Angleterre, l'autre avec l'Allemagne ; en fait elle préférait ainsi par duplicité, partager la Pologne avec l'Allemagne, plutôt que de la défendre. Staline voyait déjà loin....

Les négociations avec l'Allemagne avaient débuté le 17 avril 1939, grâce à l'action de l'ambassadeur de Russie à Berlin, MEREKALOV qui fit les premières avances , elles se poursuivirent le 20 mai à Moscou sans que la diplomatie française s'en rende compte, les services de renseignements franco-britanniques n'ayant pas eu vent de toutes ces allées et venues entre Berlin et Moscou, le ministre des affaires étrangères MOLOTOV recevant l'ambassadeur allemand le comte SCHULENBURG, puis ce fut le tour de VON RIBBENTROP le 16 août, l'accord étant paraphé dans la nuit du 23 au 24 août 1939 par MOLOTOV et VON RIBBENTROP, en présence de JOSEPH STALINE lui-même.

Les deux nations s'étaient mises d'accord sur une division de l'Europe en deux sphères d'influence, l'une soviétique, l'autre nazie : la Finlande, l'Estonie, la Lituanie, la Bessarabie et la moitié de la Pologne tombent ainsi dans la sphère communistes, l'URSS s'engageant en outre à fournir au III^e Reich les matières premières et denrées diverses, pétrole, blé, métaux rares qui devaient lui permettre de faire face au blocus anglais et de gagner rapidement la guerre face aux démocraties occidentales.

Dans la nuit du 23 août éclate enfin la vérité, c'est un véritable Waterloo pour la diplomatie française ; on peut dire que la seconde guerre mondiale a vraiment débuté le 23 août 1939 dès que fut connu dans les Chancelleries européennes la signature officielle de ce pacte germano-soviétique.

LE PACTE

Les accords prévoyaient un renoncement aux conflits entre l'Allemagne et l'URSS, ainsi qu'une position de neutralité au cas où l'un des deux pays signataires du pacte serait attaqué par un autre ou plusieurs états.

Mais le plus important dans ce pacte ceux sont les protocoles secrets, dont celui du 28 septembre 1940, qui délimitaient les zones d'influences soviétiques et nazies. D'ailleurs l'invasion de la Pologne le 1^{er} septembre 1939, et son occupation par les forces allemandes, suivie par celle de l'URSS le 17 septembre donne déjà une idée du bouleversement territorial qui va se produire, puisque en fait la ligne de partage suit le tracé de la ligne CURZON de 1920.

Dans ce pacte il était stipulé que la GESTAPO et le NKVD s'engageaient à collaborer et que chacun des états devaient livrer les opposants « Aucune des deux parties ne tolérera sur son territoire d'agitation polonaise quelconque qui menacerait le territoire de l'autre partie. Chacune écrasera sur son propre territoire tout embryon d'une telle agitation, et les deux s'informeront mutuellement de tous les moyens adéquats pouvant être utilisés à cette fin » Ainsi l'église catholique polonaise eut énormément à souffrir tant des allemands que des russes.

Lors de la première occupation des états baltes les soviétiques pratiquèrent des déportations de masse, de même que d'exécutions sommaires d'opposants, les historiens avançant le chiffre de 160.000 victimes entre les mois de juin 1940 et 1941 et plus tard en 1944 certains ont avancé le chiffre de plus de 500.000 personnes.

L'on sait que les nazis installèrent la plupart des camps d'extermination en Pologne.

L'Union Soviétique fournit au III^e Reich des quantités importantes de matières premières, 900.000 tonnes de pétrole, 100.000 tonnes de coton, 500.000 tonnes de phosphates, 100.000 tonnes de chrome, 500.000 tonnes de minerai de fer et en outre l'Union soviétique achetait pour l'Allemagne des matières premières à l'étranger permettant ainsi de contourner les effets du blocus maritime mis en place par la Grande Bretagne.

La veille du 22 juin 1941 des trains livraient encore à l'Allemagne des wagons entiers de matières premières et le pacte fut rompu de « facto » lors du déclenchement de l'opération BARBAROSSA.

On a souvent dit que ce pacte avait surtout servi les desseins de Joseph STALINE et que sachant l'affrontement inéluctable avec l'Allemagne nazie, ce dernier aurait cherché à gagner du temps afin de protéger les centres politiques et économiques de l'URSS, et surtout de délocaliser les industries lourdes russes et de construire de nouvelles usines en Sibérie.

D'autres on avancé qu'en fait ce pacte était surtout destiné à détourner la fureur hitlérienne vers l'Ouest et notamment la France. Rien n'est moins sûr puisque cette fureur s'est également fait sentir lors des offensives de la Wehrmacht en Union Soviétique et les massacres perpétrés à l'encontre des populations civiles.

L'Union Soviétique a continué de nier l'existence de ces protocoles secrets depuis la fin de la guerre en Europe, c'est-à-dire le 8 mai 1945, mais ce n'est qu'en 1989 qu'elle a fini de reconnaître leurs existences et finalement les rendre public en 1992.